

GRIPPE SAISONNIÈRE

Une grave épidémie pourrait frapper cet hiver

Après la découverte d'une nouvelle souche virale, particulièrement virulente, une grave épidémie de grippe saisonnière pourrait frapper, cet hiver, en Algérie.

Wassila Z. - Alger (Le Soir) - Le principal responsable de cette épidémie est un nouveau virus grippal officiellement répertorié par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sous l'appellation scientifique A-Brisbane-10/2007 (H3N2). Effectivement, il s'agirait d'un nouvelle souche de virus, originaire d'Australie où l'on a dénombré l'année dernière une nette augmentation des cas de grippe saisonnière. Dans ce sens, l'OMS a lancé une alerte pour tout l'hémisphère Nord. Pour la première fois en 20 ans, le vaccin antigrippal contiendra cette année trois nouvelles souches virales, dont celle découverte récemment. En Algérie, toutes les mesures auraient été prises par le ministère de la Santé afin de faire face à cette épidémie. Cependant, le seul moyen de lutte et de prévention efficace reste la vaccination. En fait, sur les 1 200 000 doses importées, seules 1 150 000 ont été vendues à la fin du mois de novembre dernier. Une situation qui inquiète, sachant que le bilan du Grog pour la saison 2007/2008 a révélé que la période grippa-



Photo: DR.

le intense en Algérie a été enregistrée entre janvier et février 2008. Donc, l'épidémie grippale ne tardera pas à frapper en Algérie. Aussi, on notera que les personnes les plus vulnérables sont celles âgées de 65 ans et plus et les patients

présentant une affection chronique. Ainsi, cardiopathes, diabétiques et asthmatiques nécessitent une prise en charge spécifique. Une population estimée à près de 5 millions de personnes qui n'ont pas été toutes vaccinées. Il est à signaler que

le vaccin est gratuit pour cette frange de la société. De leur côté, les autorités sanitaires restent rassurantes. «L'Algérie est en mesure de disposer des quantités de vaccins nécessaires pour assurer la couverture des besoins», laisse entendre notre source. Souvent banalisée et reléguée au rang de simple «rhume» ou de «coup de froid», la grippe est une maladie à prendre au sérieux, prévient le D^r Derrar Fawzi, directeur du Laboratoire national de la grippe à l'Institut Pasteur d'Algérie. C'est même, selon notre interlocuteur, un problème de santé publique majeur. Par ailleurs, le coût sanitaire et social annuel de la grippe grève lourdement les dépenses de santé publique. Cela se traduit par des coûts d'hospitalisation, de dépenses de santé et de perte de productivité. A noter qu'à l'Institut Pasteur, on estime qu'il n'est pas trop tard pour se faire vacciner. D'autant plus que le vaccin est remboursable. A bon entendeur...

W. Z.

GRÈVE DE LA FONCTION PUBLIQUE

La santé à l'arrêt du 13 au 17 décembre

Après quelques semaines de répit, voilà que revient de nouveau la protestation. La Coordination des syndicats autonomes de la Fonction publique (CSAFP) maintient son mouvement de grève qui prendra effet dès ce samedi. Se passant cette fois-ci des syndicats de l'éducation qui reportent leur participation à ce mouvement, ceux de la santé, tous corps confondus, organisent un débrayage d'une semaine, allant du 13 au 17 décembre.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Il s'agit de la première grève d'une semaine prévue dans le cadre du durcissement des actions de protestation menées depuis une année déjà par cette coordination. La réussite de la grève des 9, 10 et 11 novembre 2008 a rassuré les syndicats autonomes à aller vers des actions plus radicales et peut-être convaincre le pouvoir en place de se pencher sérieusement sur leurs revendications, la reconnaissance en premier lieu de l'existence fondée des syndicats autonomes. Lors d'une conférence de presse tenue hier au siège du Syndicat national des praticiens de la Fonction publique (SNPSP), M. Merabet, le nouveau coordinateur de l'organisation a rappelé les principales revendications à la base de la contestation. Il s'agit de la révision de la grille des salaires et du point indi-



Photo: Newpress

ciaire, l'ouverture immédiate du dialogue sur le régime indemnitaire et pour ce qui concerne le secteur de la santé, l'adoption d'un statut digne pour les professionnels de ce secteur. Le gel de ce débrayage d'une semaine par les deux syndicats de l'éducation, le Snapest et l'Unpef en l'occurrence, pour des raisons internes aux syndicats, n'a pas influencé la décision des syndicats de la santé de maintenir le mouvement. «On ne veut plus revenir en arrière. Nous sommes une force qui s'est imposée depuis la première grève du 17 janvier 2008 et nous allons rester mobilisés jusqu'à faire des syndicats autonomes un partenaire social incontournable», a soutenu D^r Merabet. De son côté, le professeur Belhadj, représentant des hospitalo-universi-

taires, arbore que la situation socioprofessionnelle du personnel de la santé publique est intolérable et ne peut plus perdurer. «Il n'est plus possible de se taire devant l'hémorragie qui affecte le secteur. Nos hôpitaux sont en train de perdre leurs meilleurs médecins et spécialistes qui fuient vers le privé et à l'étranger. Même nos meilleurs étudiants en médecine appréhendent l'avenir dans ce pays et pensent d'ores et déjà à partir d'ici », signale-t-il, sur un ton d'alerte. Conscient que le problème des salaires ne relève pas des différents départements ministériels, mais du Premier ministère (selon la nouvelle restructuration), le professeur Belhadj crie à l'injustice et à la discrimination, en illustrant ses propos par les augmentations des salaires des députés et du

corps des magistrats. Ce genre de pratique, dit-il, creuse davantage le fossé entre les fonctionnaires et les représentants de l'Etat et de la justice de ce pays. « C'est une politique de deux poids deux mesures que nous rejetons. Car, si nous suivons cette logique, nous revendiquons à notre tour des salaires équivalents à ceux perçus par nos collègues dans les pays voisins », fait-il remarquer. Revenant par ailleurs à la grève de ce samedi, elle concerne l'ensemble des professionnels de la santé publique, les praticiens, les spécialistes, les hospitalo-universitaires et les psychologues. En dehors des urgences, ce sont plusieurs activités qui seront gelées. Il s'agit des soins, des consultations et des explorations biologiques et d'imagerie médicale. Les délibérations des jurys d'examen de graduation et de post-graduation seront également bloquées pendant toute la semaine. Aussi, la participation aux différents conseils médicaux et scientifiques, comités médicaux et d'expertise et les commissions nationales et des wilayas. Des rassemblements seront organisés également dans toutes les villes et CHU. A Alger, quatre sit-in auront lieu dans les CHU de Bab-El Oued, Parnet, Beni-Messous et Mustapha-Pacha.

R. M.

ÉVÉNEMENTS DU 11 DÉCEMBRE

1960

La mémoire revisitée

L'association Machaâl echahid (Flambeau du martyr) a marqué la célébration des événements du 11 décembre 1960, en organisant une conférence à l'attention des élèves des lycées et CEM à Alger. Suspendus aux lèvres des témoins et acteurs de cet événement historique, les élèves se sont montrés très attentifs aux récits des uns et des autres. Ces derniers n'ont pu s'empêcher de faire vibrer la salle par leurs ovations lorsque le D^r Zghid a expliqué comment une fille de 13 ans est tombée en martyr sous les balles de l'occupant. Cette fille fut la première à tomber au champ d'honneur lors des événements du 11 décembre. L'historien a déclaré que la jeune fille faisait partie des manifestants se trouvant à Belcourt (rue Mohamed Belouizdad actuellement). Elle brandissait le drapeau de l'Algérie. Les soldats français ont ouvert le feu sur elle. La jeune fille a été touchée au ventre. Constatant qu'elle était blessée, cette fille de 13 ans a trempé sa main dans son sang qui coulait et est allée devant un mur pour écrire une phrase. Avec son sang, elle a écrit cette phrase. «Le Sahara est algé...» Elle n'a pu terminer sa phrase. Elle est morte en martyr. Le D^r Zghid n'a pas achevé son récit que le parterre d'élèves éblouis a déclenché une longue ovation. Tout en suivant le récit des moudjahidine, les écoliers ont pu comprendre que les événements du 11 décembre 1960 ont été une concrétisation de l'appel du 1^{er} novembre 1954. Cet appel a été lancé à l'endroit du peuple algérien. Le 11 décembre, c'est bien le peuple algérien qui est sorti dans la rue brandissant l'emblème national. Les personnes tombées en martyrs ce jour-là ont précipité la défaite de la France coloniale au plan politique.

N. M.